

## **VI – OBJET DE LA REQUETE :**

La requérante demande l'examen de la présente requête en vue de la condamnation de l'Etat Français pour violation des dispositions des articles 6.1 et 14 de la Convention et de la réparation du préjudice subi dès lors que l'état positif du droit français permet l'incitation à la discrimination envers les personnes originaires de Bretagne en toute impunité et leur refuse l'accès à un Tribunal pour faire valoir leurs droits.

L'exposante se réserve de faire valoir par voie de mémoire additionnel et pièces complémentaires les moyens contenus dans la présente requête.

## **VII – LANGUE DE PROCEDURE ET PUBLICITE :**

La langue sollicitée pour la présente procédure est le français.

La requérante ne sollicite pas l'anonymat.

## **VII – PRODUCTIONS JOINTES A LA PRESENTE :**

- 1- Statuts de l'association COLLECTIF BRETON POUR LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME
- 2- Publication de la création de l'association au Journal Officiel de la République française
- 3- Déclaration de composition du bureau et du Conseil d'Administration de l'association à l'autorité administrative et récépissé de la déclaration du 8 Octobre 2006.
- 4- Délibération de l'association décidant du recours et mandatant sa Président et son avocat à cette fin.
- 5- Publication du texte de la chanson de Monsieur Jackie BERROYER
- 6- Plainte de l'association adressée au Procureur de la République de Paris
- 7- Courrier du Procureur de Paris du 3 Avril 2006 portant décision de classement sans suite.
- 8- Recours au Procureur Général de Paris du 2 Mai 2006
- 9- Accusé de réception du recours par le Procureur Général
- 10- Décision de rejet du recours du 19 juillet 2006
- 11- Plainte avec constitution de partie civile de l'association
- 12- Récépissé du dépôt de plainte du 9 Mai 2006
- 13- Ordonnance de refus d'informer du 29 juin 2006 notifiée le 3 juillet 2006
- 14- Arrêt de la Cour de Cassation Chambre Criminelle du 3 Décembre 2002